

Annexe

STATUTS

SOCIETE ANONYME DE DROIT PUBLIC

TITRE I^{er}. — *Forme* — *Dénomination*. — *Objet*. — *Durée*Article 1^{er}

La société est une société anonyme de droit public. Ses actes sont réputés commerciaux.

La société est régie par le Code des sociétés, dans la mesure où il n'y est pas dérogé par ou en vertu d'une ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale.

Elle est dénommée « Société d'acquisition foncière », en abrégé : « SAF ».

Article 2

La société a pour objet de participer, dans une perspective d'intérêt économique général, à la politique foncière de la Région de Bruxelles.

En vue de la réalisation de cet objet, la société pourra, pour compte propre, pour compte de tiers ou en association, sous quelque forme que ce soit, avec des tiers :

- réaliser toutes opérations de vente, de cession de promotion de développement et d'investissement en matière immobilière, comprenant notamment :

- l'acquisition en vue de la revente ou de la transformation de tous biens immeubles bâtis ou non bâtis ou encore de tous droits réels immobiliers;

- l'acquisition, en vue du lotissement, de biens immeubles non bâtis;

- l'acquisition, en vue de la location, de biens immeubles bâtis ou non bâtis

- l'investissement dans tous biens immeubles ou dans tous droits réels immobiliers; et/ou

- l'aliénation ou la constitution de tous droits réels immobiliers portant sur tous éléments de son patrimoine;

- exercer la gestion, pour compte propre ou pour compte de tiers, de tous biens immeubles ou de tous droits réels immobiliers, en ce compris la délégation de cette gestion.

Pour la réalisation de son objet social, la société pourra :

- faire toutes études et préster toutes missions de consultance;

- accepter des mandats d'administrateurs auprès de tiers;

- accomplir toutes opérations de nature à favoriser directement ou indirectement son activité, dont l'assainissement des terrains :

- déléguer sa qualité de maître d'œuvre ainsi que la responsabilité de tous travaux de rénovation ou autres à toutes personnes privées ou publiques, le tout suivant les modalités et dans les limites qu'elle déterminera;

- s'intéresser, par voie d'apport, de cession, de fusion, de souscription, de prise de participation ou toute autre forme d'investissement en titre ou droits mobiliers, d'intervention financière ou autrement avec participation à la gestion, dans toutes affaires, entreprises, associations, institutions ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou convexe ou de nature à favoriser le développement de son activité ou les intérêts de la Région de Bruxelles-Capitale; et/ou

- effectuer toutes opérations immobilières, financières, industrielles, commerciales ou civiles qui sont directement ou indirectement en rapport avec son objet social.

Article 3

Le siège social de la société est établi à 1035 Bruxelles 20, boulevard du Jardin Botanique.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit de la Région de Bruxelles-Capitale par simple décision du conseil d'administration.

Article 4

La société est constituée pour une durée illimitée.

Bijlage

STATUTEN

NAAMLOZE VENNOOTSCHAP VAN PUBLIEK RECHT

TITEL I. — *Rechtsvorm*. — *Naam*. — *Doel*. — *Duur*

Artikel 1

De vennootschap is een naamloze vennootschap van publiek recht. Haar handelingen worden geacht daden van koophandel te zijn.

De vennootschap wordt beheerd door het Wetboek van vennootschappen voorzover er niet van wordt afgeweken door of krachtens een ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Zij wordt « Maatschappij voor de verwerving van vastgoed » genoemd, afgekort : « MVV ».

Artikel 2

De vennootschap heeft tot doel bij te dragen aan het grondbeleid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het licht van het algemeen economisch belang.

Om dit doel te verwezenlijken, zal de vennootschap voor eigen rekening, voor rekening van derden of in samenwerking, in welke vorm ook, met derden :

- alle handelingen verrichten van verkoop, overdracht, promotie, uitbreiding en investering op het gebied van onroerende goederen, dit behelst in het bijzonder :

- het verwerven met het oog op de doorverkoop of de transformatie van alle bebouwde of niet-bebouwde onroerende goederen of nog van alle onroerende zakelijke rechten;

- het verwerven, met het oog op de verkaveling, van onbebouwde onroerende goederen;

- het verwerven, met het oog op de verhuur, van bebouwde of onbebouwde onroerende goederen;

- het investeren in alle onroerende goederen of in alle onroerende zakelijke rechten en/of

- de vervreemding of de vestiging van alle onroerende zakelijke rechten die op al de elementen van haar patrimonium slaan;

- het beheer waarnemen, voor eigen rekening of voor rekening van derden, van alle onroerende goederen of van alle onroerende zakelijke rechten, daarbij inbegrepen het delegeren van dit beheer.

Voor de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel, mag de vennootschap :

- alle studies en alle adviesopdrachten uitvoeren;

- bestuursmandaten bij derden aanvaarden;

- alle operaties vervullen die van die aard zijn dat zij haar activiteit, waaronder de sanering van gronden, rechtstreeks of onrechtstreeks begunstigen;

- haar hoedanigheid van bouwheer, alsook de verantwoordelijkheid voor alle renovatie- of andere werken aan alle private of openbare rechtspersonen delegeren, dit alles volgens de modaliteiten en binnen de beperkingen die zij zal bepalen;

- door middel van inbreng, overdracht, fusie, intekening, verwerving van een participatie of elke andere vorm van investering in roerende effecten of rechten, van financiële tussenkomst of anders met beheers-participatie, belangstelling tonen voor alle zaken, ondernemingen, verenigingen, instellingen of vennootschappen die een identiek, analoog, gelijkaardig of verwant maatschappelijk doel hebben of die van aard zijn de uitbreiding van haar activiteit of van de belangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te bevorderen; en/of

- alle onroerende, financiële, industriële, commerciële of burgerlijke operaties uit te voeren die hetzij voor een deel, hetzij in hun geheel, rechtstreeks of onrechtstreeks, met haar maatschappelijk doel samenhangen.

Artikel 3

De maatschappelijke zetel van de vennootschap is gevestigd te 1035 Brussel, Kruidtuinlaan 20.

De maatschappelijke zetel kan, bij eenvoudige beslissing van de raad van bestuur, naar iedere andere plaats van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden verplaatst.

Artikel 4

De vennootschap wordt opgericht voor onbepaalde duur.

TITRE II. — *Capital social. — Apports. — Actions*

Article 5

§ 1^{er}. Le capital social souscrit est fixé à dix millions dix mille dix euros (10.010.010 euros).

Il est représenté, lors de la constitution, par mille actions de capital avec droit de vote, sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un millième du capital social.

§ 2. Toutes les actions confèrent les mêmes droits quelle que soit la catégorie à laquelle elles appartiennent, à l'exception de ce qui est prévu dans les présents statuts.

Les actions sont réparties en trois catégories d'actions, les actions de catégorie A détenues par la Région de Bruxelles-Capitale, les actions de catégorie B détenues par la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale et les actions de catégorie C détenues, le cas échéant, par tout autre actionnaire.

Toute action faisant l'objet d'une cession entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale deviendra une action de la catégorie des actions du cessionnaire et sera considérée comme telle pour l'application des présents statuts.

Les actions cédées par la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale à une personne autre que la Région de Bruxelles-Capitale deviendront des actions de catégorie C. De même, les actions cédées par la Région de Bruxelles-Capitale à une personne autre que la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale deviendront des actions de catégorie C.

Les nouvelles actions émises par la société et souscrites par des actionnaires de catégorie A, des actionnaires de catégorie B ou des actionnaires de catégorie C, seront considérées respectivement comme des actions de catégorie A, de catégorie B ou de catégorie C.

Article 6

Le capital peut être représenté par des actions avec ou sans droit de vote en respectant les règles fixées par les articles 480 et suivants du Code des sociétés.

En cas de création d'actions sans droit de vote par voie de conversion d'actions avec droit de vote déjà émises, le conseil d'administration est autorisé à déterminer le nombre maximum d'actions à convertir et à fixer les conditions de conversion.

En cas d'émission d'actions sans droit de vote, la société a la faculté d'exiger le rachat, soit de la totalité de ses propres actions sans droit de vote, soit de certaines catégories d'entre elles.

Toutes les actions sont nominatives et sont reprises dans un registre des actionnaires.

Article 7

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, démembrément des droits afférents à une action ou mise en gage d'actions, le conseil d'administration peut suspendre les droits y afférents jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant, à l'égard de la société, propriétaire des actions concernées.

Article 8

§ 1^{er}. Les cessions d'actions ou de parts non représentatives du capitale en de telles actions ou parts, ou de warrants, options ou autres instruments financiers donnant le droit à leur détenteur d'acquérir de telles actions ou parts (ci-après des « Titres ») par des actionnaires autres que la Région de Bruxelles-Capitale sont soumises à un droit de préemption en faveur de la Région de Bruxelles-Capitale conformément au présent article.

Ce droit de préemption s'appliquera à toutes les formes d'aliénation de Titres, directes ou indirectes, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit. Il est également applicable en cas d'apport en société, fusion, scission, apport partiel d'actifs, apport de branche d'activité ou d'universalité, ou toutes opérations similaires. Il s'appliquera également à toutes aliénations de droits de souscription préférentielle réalisant indirectement de telles aliénations.

§ 2. Dans l'hypothèse où un actionnaire autre que la Région de Bruxelles-Capitale (ci-après « l'Actionnaire Cédant ») souhaite céder à titre onéreux ou à titre gratuit tout ou partie de ses Titres, il doit préalablement en donner avis au conseil d'administration de la société

TITEL II. — *Maatschappelijk kapitaal. — Inbrengen. — Aandelen*

Artikel 5

§ 1. Het ingeschreven maatschappelijk kapitaal wordt vastgesteld op tienvuil miljoen tienduizend en tien euro (10.010.010 euro).

Het is bij de oprichting verdeeld in duizend aandelen met stemrecht, zonder vermelding van nominale waarde, die elk één duizendste van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

§ 2. Alle aandelen verlenen dezelfde rechten, ongeacht de categorie waartoe ze behoren, met uitzondering van wat in deze statuten bepaald wordt.

De aandelen zijn verdeeld in drie categorieën, waarvan de aandelen A worden gehouden door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de aandelen B worden gehouden door de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de aandelen C worden gehouden, in voorkomend geval, door enige andere aandeelhouder,

Elk aandeel dat wordt overgedragen tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt een aandeel van de categorie van de verkrijger en zal als zodanig worden beschouwd voor de toepassing van deze statuten.

De aandelen die de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overdraagt aan een andere persoon dan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden aandelen van categorie C. De aandelen overgedragen door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan een andere persoon dan de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, worden eveneens aandelen van categorie C.

Nieuwe aandelen die door de vennootschap worden uitgegeven en waarop aandeelhouders van categorie A, aandeelhouders van categorie B of aandeelhouders van categorie C inschrijven, moeten worden beschouwd als respectievelijk aandelen van categorie A, van categorie B of van categorie C.

Artikel 6

Het kapitaal kan vertegenwoordigd worden door aandelen met of zonder stemrecht, met inachtneming van de voorschriften bepaald in artikel 480 en volgende van het Wetboek van vennootschappen.

Ingeval er door middel van conversie van reeds uitgegeven aandelen met stemrecht, aandelen zonder stemrecht gecreëerd worden, mag de raad van bestuur het maximumaantal te converteren aandelen vaststellen en de conversievoorwaarden bepalen.

In geval van uitgifte van aandelen zonder stemrecht, heeft de vennootschap de mogelijkheid om de wederinkoop te eisen, hetzij van al haar eigen aandelen zonder stemrecht, hetzij bepaalde soorten daarvan.

Alle aandelen zijn op naam en zullen in een register der aandeelhouders hernomen worden.

Artikel 7

De aandelen zijn ondeelbaar ten aanzien van de vennootschap. In geval van meerdere eigenaars van een aandeel, opsplitsing van de rechten verbonden aan een aandeel of inpandgeving van aandelen, kan de raad van bestuur de eraan verbonden rechten schorsen totdat één persoon is aangewezen als eigenaar van de betrokken aandelen ten aanzien van de vennootschap.

Artikel 8

§ 1. De overdracht door andere aandeelhouders dan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van aandelen of delen die het kapitaal niet vertegenwoordigen, van obligaties die converteerbaar zijn in dergelijke aandelen of delen, of van warrants, opties of andere financiële instrumenten die de houder ervan het recht geven dergelijke aandelen of delen (hierna « Effecten ») te verwerven, zijn onderworpen aan een voorkooprecht ten behoeve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overeenkomstig dit artikel.

Dit voorkooprecht zal van toepassing zijn op alle vormen van vervreemding van Effecten, rechtstreeks of onrechtstreeks, om niet of onder bezwarende titel, en in welke vorm ook. Het is eveneens van toepassing in geval van inbreng in vennootschap, fusie, splitsing, gedeeltelijke inbreng van activa, inbreng van een bedrijfstak of van een algemeenheid, of alle gelijkaardige verrichtingen. Het is eveneens van toepassing op alle vervreemdingen van het voorkeurrecht op inschrijving die onrechtstreeks tot dergelijke vervreemdingen leiden.

§ 2. Indien een andere aandeelhouder dan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna de « Overdragende Aandeelhouder ») onder bezwarende titel of om niet het geheel of een deel van zijn Effecten wenst over te dragen, moet hij dit voorafgaandelijk mededelen aan de raad van

en indiquant les nom, prénom, domicile et profession du candidat acquéreur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa forme, sa dénomination et son siège social, ainsi que le nombre de Titres dont l'aliénation est envisagée (les « Titres offerts ») et les conditions de l'opération, notamment le prix, s'il s'agit d'une aliénation sous la forme d'une vente, ou la valorisation de la contrepartie dans les autres cas.

L'avis ainsi donné au conseil d'administration emporte offre de vente des Titres offerts à la Région de Bruxelles-Capitale, au prix de préemption et selon les règles définies ci-après.

Le prix de préemption est égal au prix ou à la valorisation proposés de bonne foi par le tiers acquéreur et indiqués dans l'avis visé à l'alinéa 1^{er}, sous réserve de ce qui est prévu au § 6 (le « Prix de Préemption »).

§ 3. Dans les dix jours de l'avis à lui notifié conformément au § 2 le conseil d'administration notifie à la Région de Bruxelles-Capitale l'offre qui lui est ainsi faite et envoie copie de cette notification à l'Actionnaire Cédant.

Sans préjudice du § 5, la Région de Bruxelles-Capitale dispose d'un délai de soixante (60) jours suivant la réception de la notification visée à l'alinéa 1^{er} pour faire connaître au conseil d'administration sa décision d'acquérir ou de ne pas acquérir les Titres offerts au Prix de Préemption. Si la Région de Bruxelles-Capitale n'a pas fait connaître sa décision dans ce délai, elle est présumée avoir renoncé à exercer son droit de préemption sur les Titres Offerts.

§ 4. La Région de Bruxelles-Capitale doit se porter acquéreur de l'ensemble des Titres offerts et, à défaut, l'ensemble des Titres Offerts peut être cédé par l'Actionnaire Cédant à la personne indiquée dans l'avis visé au 2, aux conditions énoncées dans cet avis.

A défaut de préemption, la cession doit être réalisée par l'Actionnaire cédant dans le mois de l'expiration de la procédure décrite aux §§ 2 et 3, faute de quoi celle-ci doit être recommencée.

§ 5. Quelles que soient les conditions convenues avec le tiers acquéreur potentiel, le paiement du Prix de Préemption s'effectuera, en cas d'acquisition par la Région de Bruxelles-Capitale, au plus tard trente (30) jours suivant la communication de sa décision d'acquérir les Titres Offerts conformément au § 3, alinéa 2.

§ 6. Si la Région de Bruxelles-Capitale souhaite exercer son droit de préemption mais n'est pas d'accord sur le Prix de Préemption, elle aura la faculté de demander de faire vérifier le calcul du Prix de Préemption par un expert, membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises, selon la procédure suivante.

La Région de Bruxelles-Capitale exercera cette faculté par lettre recommandée, motivant son recours, à notifier simultanément au conseil d'administration et à l'Actionnaire Cédant, dans les vingt (20) jours de la réception de la notification qui lui est faite conformément au § 3, ce qui suspend, à l'égard de tous les actionnaires, la procédure de préemption en cours.

La Région de Bruxelles-Capitale cherchera, dans ce délai de vingt (20) jours, à s'entendre avec l'Actionnaire cédant sur la désignation d'un expert. Passé ce délai, l'expert sera désigné, à la requête de la partie la plus diligente, par le Président de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

L'expert aura pour mission de déterminer la valeur de marché des Titres offerts, dans une perspective de continuité d'exploitation, et devra indiquer que le droit de préemption peut s'exercer soit au Prix de Préemption, soit à une valeur inférieure au Prix de Préemption fixée par ses soins.

L'expert disposera, aux fins de l'accomplissement de sa mission, des pouvoirs d'investigation prévus à l'article 137 du Code des sociétés. Les parties lui communiqueront tous autres documents nécessaires au bon accomplissement de sa mission.

Les honoraires de l'expert seront provisionnés pour moitié par chacune des parties et seront répartis définitivement par l'expert selon les points tranchés en faveur de l'une ou l'autre des parties.

L'expert doit entendre les parties et les inviter à faire valoir leurs observations.

bestuur met vermelding van de naam, voornaam, woonplaats en beroep van de kandidaat-verwerver of, in geval van een rechtspersoon, haar vorm, haar naam en haar maatschappelijke zetel, alsook het aantal Effecten waarvan de vervreemding wordt overwogen (de « Aangeboden Effecten ») en de voorwaarden van de verrichting, inzonderheid de prijs, indien het een vervreemding betreft in de vorm van een verkoop, of de waardering van de tegenwaarde in de andere gevallen.

Deze mededeling aan de raad van bestuur vormt een verkoopaanbod van de Aangeboden Effecten aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tegen de voorkoopprijs en volgens de hierna bepaalde regels.

De voorkoopprijs is gelijk aan de te goeder trouw door de derde verwerver voorgestelde prijs of waardering vermeld in de in het eerste lid bedoelde mededeling, onder voorbehoud van wat bepaald is in § 6 (de « Voorkoopprijs »).

§ 3. Binnen tien dagen nadat de raad van bestuur overeenkomstig § 2 kennis heeft genomen van de mededeling, geeft deze kennis aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van het aanbod dat hem daarmee werd gedaan en stuurt hij een kopie van deze mededeling aan de Overdragende Aandeelhouder.

Onder voorbehoud van § 5 beschikt het Brussels Hoofdstedelijk Gewest over een termijn van zestig (60) dagen na ontvangst van de in het eerste lid bedoelde mededeling om aan de raad van bestuur zijn beslissing bekend te maken om de Aangeboden Effecten tegen de Voorkoopprijs al dan niet te verwerven. Als het Brussels Hoofdstedelijk Gewest binnen deze termijn zijn beslissing niet heeft meegedeeld, wordt het geacht te hebben verzaakt aan zijn voorkooprecht op de Aangeboden Effecten.

§ 4. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dient op te treden als verwerver van het geheel van de Aangeboden Effecten en zonet kan het geheel van de Aangeboden Effecten door de Overdragende Aandeelhouder worden overgedragen aan de persoon vermeld in de mededeling bedoeld in § 2 tegen de voorwaarden die in dezelfde mededeling zijn vastgesteld.

Bij gebrek aan voorkoop dient de overdracht door de Overdragende Aandeelhouder voltooid te zijn binnen de maand na het aflopen van de procedure omschreven in §§ 2 en 3, zonet moet deze worden herbegonnen.

§ 5. Ongeacht de voorwaarden die zijn overeengekomen met de mogelijke derde verwerver dient de voorkoopprijs in het geval van verwerving door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betaald te worden ten laatste dertig (30) dagen na de mededeling van de beslissing tot verwerving van de Aangeboden Effecten overeenkomstig § 3, tweede lid.

§ 6. Indien het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn voorkooprecht wenst uit te oefenen, maar niet instemt met de Voorkoopprijs, beschikt het over de mogelijkheid om te verzoeken dat de berekening van de Voorkoopprijs wordt gestaafd door een deskundige die lid is van het Instituut der Bedrijfsrevisoren volgens de onderstaande procedure.

Indien het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van deze mogelijkheid gebruik maakt, dient dit te gebeuren bij aangetekend schrijven waarin het beroep wordt gemotiveerd, dat tegelijk aan de raad van bestuur en aan de Overdragende Aandeelhouder wordt toegestuurd binnen twintig (20) dagen na ontvangst van de in § 3 bedoelde betrekking, hetgeen ten aanzien van alle aandeelhouders de lopende voorkoopprocedure schorst.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zal binnen deze termijn overleg plegen met de Overdragende Aandeelhouder over de benoeming van een deskundige. Na het verstrijken van deze termijn zal de deskundige worden benoemd op verzoek van de meest gerede partij, door de Voorzitter van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

De deskundige zal als opdracht hebben de marktwaarde van de Aangeboden Effecten te bepalen in een perspectief van beheerscontinuïteit en zal moeten aanduiden dat het voorkooprecht kan worden uitgeoefend hetzij tegen de Voorkoopprijs, hetzij tegen een door hem vastgestelde waarde die lager ligt dan de Voorkoopprijs.

Voor de vervulling van zijn opdracht zal de deskundige beschikken over de onderzoeksbevoegdheden bedoeld in artikel 137 van het Wetboek van vennootschappen. De partijen zullen hem alle andere documenten bezorgen die nodig zijn voor de vervulling van zijn opdracht.

De erelonen van de deskundige worden voor de helft betaald middels een provisie door elk van de partijen en zullen definitief worden verdeeld door de deskundige in functie van de punten beoordeeld ten gunste van de ene of de andere partij.

De deskundige dient de partijen te horen en hen uit te nodigen tot mededeling van hun opmerkingen.

La décision de l'expert devra être notifiée à la Région de Bruxelles-Capitale et à l'Actionnaire Cédant ainsi qu'au conseil d'administration par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai maximum de soixante (60) jours depuis sa désignation. La valeur de préemption confirmée ou fixée par l'expert liera définitivement l'Actionnaire cédant.

La suspension de la procédure de préemption en cours visée à l'alinéa 2 ci-dessus cessera à compter de la notification de la décision de l'expert et rependra comme si elle n'avait pas été suspendue. La Région de Bruxelles-Capitale pourra exercer son droit de préemption sur les Titres Offerts au prix qui a été confirmé ou fixé par l'expert, dans le cadre de la poursuite de la procédure en cours.

§ 7. Dans tous les cas où une cession de Titres serait intervenue en violation au présent article, la cession sera considérée comme nulle et en tout cas inopposable à la société et les droits attachés aux Titres concernés seront suspendus. En outre, L'Actionnaire cédant en défaut sera présumé vendeur, la procédure sera présumée mise en mouvement et la Région de Bruxelles-Capitale pourra revendiquer l'exercice de tous les droits qu'elle aurait pu exercer si le présent article avait été respecté.

§ 8. La Région de Bruxelles-Capitale a le droit de céder son droit de préemption concernant une cession déterminée à un organisme d'intérêt public, une société, une institution ou une association de droit ou d'intérêt public qui relève de la Région.

§ 9. Tous les avis et notifications prévus par le présent article se font par lettre recommandée, avec accusé de réception, les délais courant à dater de ladite réception.

Article 9

La société peut contacter des emprunts. Ces emprunts sont subordonnés à l'autorisation préalable du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

La société peut émettre des obligations convertibles en actions ou des droits des souscription (warrants), attachés ou non à des obligations, en vertu d'une décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts. Une telle émission doit être préalablement autorisée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

TITRE III. — *Administration. — Représentation. — Surveillance*

Article 10

§ 1^{er}. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, non associés, nommés comme dit ci-après pour un terme de six ans au plus et dont le mandat est renouvelable. Un mandat d'administrateur se termine immédiatement après l'assemblée générale qui a procédé à la réélection.

Cependant, tant que l'assemblée générale constate que la société ne comporte que deux actionnaires, conformément aux dispositions des articles 518 et 519 du Code des sociétés, il ne sera nommé que deux administrateurs.

§ 2. L'assemblée générale fixe le nombre des administrateurs conformément aux dispositions qui précèdent, les nomme parmi les candidats repris sur une liste arrêtée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et détermine le montant de leurs rémunérations. Elle peut en tout temps les révoquer.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement jusqu'à une nomination définitive conformément à l'alinéa qui précède.

§ 3. Le conseil d'administration nomme parmi ses membres un président et, éventuellement, un vice-président. Le conseil peut de même nommer un secrétaire, administrateur ou non.

§ 4. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale peut désigner des observateurs auprès du conseil d'administration représentant chaque ministre ou secrétaire d'Etat de ce gouvernement. Ces observateurs sont au nombre de huit au maximum.

Les actionnaires de catégorie B peuvent désigner un observateur auprès du conseil d'administration.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et les actionnaires de catégorie B avisent le président du conseil d'administration, par lettre recommandée, des noms, prénoms, domiciles et professions des observateurs désignés ainsi que de tout remplacement.

De beslissing van de deskundige dient aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en aan de Overdragende Aandeelhouder, alsook aan de raad van bestuur bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs te worden meegedeeld binnen een termijn van maximum zestig (60) dagen na zijn benoeming. De voorkoopwaarde zoals deze door de deskundige wordt bevestigd of bepaald, zal onherroepelijk bindend zijn voor de Overdragende Aandeelhouder.

De schorsing van de lopende voorkoopprocedure bedoeld in het bovenstaande tweede lid wordt opgeheven van zodra de beslissing van de deskundige wordt bekendgemaakt en de procedure herneemt alsof ze niet werd opgeschort. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan zijn voorkooprecht op de Aangeboden Effecten uitoefenen tegen de prijs die door de deskundige is bevestigd of bepaald in het kader van de verderzetting van de lopende procedure.

§ 7. In alle gevallen waarin in overtreding van dit artikel Effecten zouden worden overgedragen, zal de overdracht worden beschouwd als nietig en in elk geval niet tegenstelbaar zijn aan de vennootschappen de rechten verbonden aan de Effecten zullen worden geschorst. Daarenboven zal de Overdragende Aandeelhouder verondersteld worden verkoper te zijn, zal de procedure verondersteld worden te zijn opgestart en zal het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de uitoefening van alle rechten kunnen eisen die het had kunnen uitoefenen in geval van naleving van dit artikel.

§ 8. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft het recht zijn voorkooprecht met betrekking tot een bepaalde overdracht aan een instelling van openbaar nut, een vennootschap, een instelling of een vereniging van publiek recht of privaat recht die onder het Gewest ressorteert, over te dragen.

§ 9. Alle in dit artikel bedoelde mededelingen en kennisgevingen gebeuren bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, waarbij de termijnen lopen vanaf de ontvangst.

Artikel 9

De vennootschap mag leningen aangaan. Deze leningen zijn onderworpen aan de voorafgaande goedkeuring van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

De vennootschap mag in aandelen converteerbare obligaties of inschrijvingsrechten (warrants) die al dan niet aan obligaties zijn verbonden, uitgeven krachtens een beslissing van de algemene vergadering die voldoet aan de voorwaarden voor aanpassingen aan de statuten. Dit soort uitgifte moet vooraf worden goedgekeurd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

TITEL III. — *Bestuur. — Vertegenwoordiging. — Toezicht*

Artikel 10

§ 1. De vennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur, bestaande uit op zijn minst drie leden, geen vennoten, benoemd zoals hierna gesteld voor een termijn van hoogstens zes jaren en vier mandaat hernieuwbaar is. Een mandaat van bestuurder loopt ten einde onmiddellijk na de algemene vergadering die tot de herverkiezing is overgegaan.

Zolang de algemene vergadering evenwel vaststelt dat de vennootschap slechts twee aandeelhouders telt, zullen er conform de bepalingen van de artikelen 518 en 519 van het Wetboek van vennootschappen, slechts twee bestuurders benoemd worden.

§ 2. De algemene vergadering stelt overeenkomstig de bepalingen die voorafgaan, het aantal bestuurders vast, benoemt deze uit de kandidaten die staan op een lijst die door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering vastgesteld is en bepaalt het bedrag van hun bezoldigingen. Zij kan hen altijd afzetten.

Wanneer een mandaat vrijkomt, hebben de resterende bestuurders het recht dit tijdelijk op te vullen tot een definitieve benoeming overeenkomstig de voorafgaande alinea.

§ 3. De raad van bestuur benoemt onder zijn leden een voorzitter en eventueel een ondervoorzitter. De raad kan ook een secretaris, al dan niet bestuurder, benoemen.

§ 4. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering kan bij de raad van bestuur waarnemers aanduiden ter vertegenwoordiging van iedere minister of staatssecretaris van die regering. Het maximaal aantal waarnemers bedraagt acht.

De aandeelhouders van categorie B kunnen bij de raad van bestuur een waarnemer aanduiden.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de aandeelhouders van categorie B stellen de voorzitter van de raad van bestuur, via een aangetekend schrijven, op de hoogte van de naam, de voornaam, de woonplaats en het beroep van de aangeduide waarnemers alsook van iedere vervanging.

Les observateurs peuvent assister aux réunions du conseil d'administration, mais avec voix consultative seulement.

Article 11

§ 1^{er}. La société est soumise au contrôle de la Région de Bruxelles-Capitale à l'intervention de deux commissaires du Gouvernement nommés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'un sur proposition du Ministre-Président et l'autre sur proposition du Ministre qui a le Budget dans ses attributions.

Les commissaires du Gouvernement veillent chacun au respect de la loi, des présents statuts et des intérêts de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Chaque commissaire du Gouvernement est invité à toutes les réunions des organes de gestion de la société et y a voix consultative.

§ 3. Chaque commissaire du Gouvernement peut, à tout moment, par l'intermédiaire du président ou de l'administrateur délégué, prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la société.

Il peut requérir des administrateurs toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires à l'exécution de son mandat.

§ 4. Chaque commissaire du Gouvernement peut, dans un délai de quatre jours, introduire un recours auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale contre toute décision des organes de gestion qu'il estime contraire à la loi, aux présents statuts ou aux intérêts de la Région de Bruxelles-Capitale.

Ce délai court à partir du jour où il est informé de la décision prise. Il notifie une copie de son recours à la société. Le recours est suspensif.

Si, dans un délai de quinze jours à partir du jour de l'introduction du recours contre la décision, le Gouvernement n'a pas pris de décision, la décision faisant l'objet du recours est considérée comme nulle.

Les samedis, dimanches et jours fériés légaux sont exclus des délais.

§ 5. La rémunération des commissaires du Gouvernement est fixée par l'assemblée générale.

Article 12

§ 1^{er}. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes de gestion ou de disposition qui sont nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

§ 2. Il veillera à ce que les modalités de valorisation et de promotion des biens acquis ou gérés par la société soient parfaitement concordantes avec les règles développées ou admises dans le cadre de la politique foncière de la Région de Bruxelles-Capitale.

A cet effet, il établira un règlement d'ordre intérieur, soumis à l'approbation de l'assemblée générale et du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans les six mois de la date de constitution de la société.

Ce règlement d'ordre intérieur déterminera de quelle manière et sous quelle forme le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale communiquera à la société des modalités d'exécution de son objet social que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale arrêtera.

Article 13

Le conseil d'administration peut conférer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un administrateur délégué.

Article 14

§ 1^{er}. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président, de l'administrateur délégué ou de deux administrateurs.

§ 2. Les convocations sont faites par écrit ou tout autre moyen de communication ayant un support matériel et mentionnent le jour, l'heure, l'endroit ainsi que l'ordre du jour. Elles sont adressées aux administrateurs au moins deux jours ouvrables avant la réunion, sauf urgence dûment motivées dans la convocation ou le procès-verbal de la réunion.

Les observateurs visés à l'article 10, § 4, sont convoqués dans les mêmes termes et délais que les administrateurs.

De waarnemers mogen de vergaderingen van de raad van bestuur bijwonen, maar enkel met een raadgevende stem.

Artikel 11

§ 1. De vennootschap staat onder toezicht van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest door tussenkomst van twee regeringscommissarissen, benoemd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, de ene op voorstel van de Minister-President, de andere op voorstel van de Minister bevoegd voor Begroting.

De regeringscommissarissen zien elkeen toe op de naleving van de wet, deze statuten, evenals op de belangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 2. Iedere regeringscommissaris wordt uitgenodigd op alle vergaderingen van de bestuursorganen van de vennootschap en beschikt daar over een raadgevende stem.

§ 3. Iedere regeringscommissaris kan altijd, door bemiddeling van de voorzitter of van de afgevaardigd bestuurder, kennis nemen van de boeken, de briefwisseling, de processen-verbaal en in het algemeen van alle documenten en van alle geschriften van de vennootschap.

Hij kan om uitleg of informatie van de bestuurders verzoeken en verificaties uitvoeren die hem bij de uitoefening van zijn mandaat nodig lijken.

§ 4. Binnen een termijn van vier dagen mag iedere regeringscommissaris beroep aantekenen bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tegen elke beslissing van de bestuursorganen waarvan hij vindt dat zij indruist tegen de wet, deze statuten of de belangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Deze termijn loopt vanaf de dag waarop hij van de genomen beslissing op de hoogte werd gesteld. Hij betekent aan de vennootschap een kopie van zijn beroep. Het beroep is opschortend.

Als de Regering binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de dag van het indienen van het beroep tegen de beslissing, geen beslissing heeft genomen, wordt de beslissing die het voorwerp van het beroep uitmaakt als nietig beschouwd.

Zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen komen in de termijnen niet in aanmerking.

§ 5. De bezoldiging van de regeringscommissarissen wordt door de algemene vergadering vastgesteld.

Artikel 12

§ 1. De raad van bestuur heeft de macht om elke bestuursdaad of daad van beschikking te stellen die nodig of nuttig is voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel, met uitzondering van de daden die de wet aan de algemene vergadering toewijst.

§ 2. Hij zal ervoor zorgen dat de modaliteiten van opwaardering en bevordering van de activa die door de vennootschap verworven of beheerd worden, perfect overeenstemmen met de regels die men in het kader van het grondbeleid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft uitgewerkt of aangenomen.

Met het oog hierop zal de raad van bestuur een huishoudelijk reglement opstellen dat binnen de zes maanden vanaf de datum van de oprichting van de vennootschap, ter goedkeuring van de algemene vergadering en van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering wordt voorgelegd.

Dit huishoudelijk reglement zal bepalen op welke manier en onder welke vorm de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de vennootschap op de hoogte zal stellen van de modaliteiten inzake de uitvoering van haar maatschappelijk doel die door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering zouden worden vastgesteld.

Artikel 13

De raad van bestuur mag het dagelijks bestuur van de vennootschap evenals de vertegenwoordiging van de vennootschap aangaande het dagelijks bestuur toekennen aan een afgevaardigd bestuurder.

Artikel 14

§ 1. De raad van bestuur vergadert op bijeenroeping van zijn voorzitter, de afgevaardigd bestuurder of twee bestuurders.

§ 2. De oproeping geschiedt schriftelijk of via elk ander middel van communicatie waarvan een materieel spoor blijft en vermeldt de dag, het uur en de plaats, alsook de agenda. Zij worden op zijn minst twee werkdagen vóór de vergadering naar de bestuurders verzonden, behalve in geval van hoogdringendheid die naar behoren wordt gemotiveert in de oproeping of in de notulen van de vergadering.

De in artikel 10, § 4, bedoelde waarnemers worden onder dezelfde voorwaarden en binnen dezelfde termijnen opgeroepen als de bestuurders.

§ 3. Tout administrateur ou observateur peut renoncer à la formalité de la convocation et, et tout cas, sera considéré comme ayant été régulièrement convoqué, ou comme ayant renoncé à la formalité de la convocation, s'il est présent ou représenté à la réunion.

Article 15

§ 1^{er}. Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Tout administrateur qui est empêché peut donner, par écrit, à un autre membre du conseil mandat pour le représenter et voter en ses lieu et place. Chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues.

§ 2. Le président ou, en cas d'absence de celui-ci, le vice-président ou un administrateur désigné par le conseil dirige les travaux du conseil.

§ 3. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante, nonobstant l'application des articles 518 et 519 du Code des sociétés.

Article 16

Les décisions du conseil d'administration sont consignées dans un registre particulier et signées par le président en fonction ainsi que par la majorité des membres présents.

Les copies et extraits sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Article 17

Sans préjudice du pouvoir général de représentation du conseil d'administration en tant que collège, la société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par deux administrateurs, dont le président du conseil, agissant conjointement.

Dans les limites de la gestion journalière, la société est valablement engagée par les personnes qui, conformément à l'article 13 des statuts, sont chargées de cette gestion journalière.

Article 18

La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

La durée de leur mandat est de trois ans.

L'assemblée générale détermine le nombre et la rémunération du ou des commissaires. S'ils sont plusieurs, ils constituent un collège.

Les commissaires ne peuvent exercer aucune autre fonction dans la société.

TITRE IV. — Assemblée générale

Article 19

L'assemblée générale des actionnaires a les compétences qui lui sont attribuées par le Code des sociétés, dans la mesure où il n'y est pas dérogé par ou en vertu d'une ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 20

§ 1^{er}. L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, dénommée assemblée générale annuelle, se réunit chaque année le 15 juin au siège de la société ou à un autre endroit de la Région de Bruxelles-Capitale. Si ce jour est un jour férié légal ou un samedi, l'assemblée a lieu le premier jour ouvrable suivant.

§ 2. L'assemblée générale ordinaire, spéciale ou extraordinaire est convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s) réviseur(s) visé(s) à l'article 18.

Le(s) commissaire(s) est (sont) obligé(s) de convoquer l'assemblée sur la demande d'un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble au moins un cinquième des actions ou un cinquième du capital social. La demande de convocation est adressée par lettre recommandée au siège social de la société avec indication des points à débattre. L'assemblée doit se tenir un mois après la date de la poste que mentionne l'envoi recommandé précité.

§ 3. Iedere bestuurder of waarnemer mag aan oproeping verzaken en in ieder geval wordt een bestuurder of waarnemer die op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd is, geacht regelmatig te zijn opgeroepen of aan oproeping te hebben verzaakt.

Artikel 15

§ 1. De raad van bestuur kan slechts geldig beraadslagen en beslissen indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

Iedere bestuurder die verhinderd is, kan schriftelijk aan een ander lid van de raad mandaat verlenen om hem te vertegenwoordigen en rechtens hem te stemmen. Iedere bestuurder kan slechts één enkele van zijn collega's vertegenwoordigen.

§ 2. De voorzitter, of in geval van afwezigheid van deze laatste, de ondervoorzitter of een door de raad aangeduid bestuurder leidt de werkzaamheden van de raad.

§ 3. De beslissingen van de raad van bestuur worden bij een eenvoudige meerderheid van de stemmen genomen.

In geval van staking van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend, niettegenstaande de toepassing van de artikelen 518 en 519 van het Wetboek van vennootschappen.

Artikel 16

De beslissingen van de raad van bestuur worden in een bijzonder register opgenomen en ondertekend door de in functie zijnde voorzitter, alsook door de meerderheid van de aanwezige leden.

De kopieën en uittreksels worden door de voorzitter of door twee bestuurders ondertekend.

Artikel 17

Zonder afbreuk te doen aan de algemene bevoegdheid van de raad van bestuur om als college de vennootschap te vertegenwoordigen, is de vennootschap tegenover derden wel geldig gebonden door twee bestuurders, waaronder de voorzitter van de raad, gezamenlijk optredend.

Binnen de grenzen van het dagelijks beheer, is de vennootschap geldig gebonden door de personen die, conform artikel 13 van de statuten, met dit dagelijks beheer belast zijn.

Artikel 18

Het toezicht op de vennootschap wordt toevertrouwd aan één of meerdere commissarissen, onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren benoemd door de algemene vergadering.

De duur van hun mandaat bedraagt drie jaar.

De algemene vergadering stelt het aantal en de bezoldiging van de commissaris of van de commissarissen vast. Indien er meer dan één is, vormen zij een college.

De commissarissen mogen in de vennootschap geen andere functie uitoefenen.

TITEL IV. — Algemene vergadering

Artikel 19

De algemene vergadering van aandeelhouders heeft de bevoegdheden die haar worden toegewezen door het Wetboek van vennootschappen, voorzover er niet van afgeweken wordt door of krachtens een ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 20

§ 1. De gewone algemene vergadering van aandeelhouders, jaarlijkse algemene vergadering genoemd, vergadert elk jaar op 15 juni, op de zetel van de vennootschap, of op een andere plaats van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Als deze dag op een wettelijke feestdag of op een zaterdag valt, heeft de vergadering op de eerstvolgende werkdag plaats.

§ 2. De gewone, bijzondere of buitengewone algemene vergadering wordt bijeengeroepen door de raad van bestuur of door de in artikel 18 bedoelde commissaris(en)-revisor.

De commissaris(en) moet(en) de vergadering bijeenroepen op verzoek van één aandeelhouder of van meerdere aandeelhouders die samen ten minste één vijfde van de aandelen of één vijfde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen. Het verzoek om een bijeenroeping wordt per aangetekend schrijven naar de maatschappelijke zetel van de vennootschap gestuurd, met vermelding van de punten die besproken moeten worden. De vergadering moet gehouden worden één maand na de postdatum die vermeld staat in het voorafgaande aangetekend schrijven.

§ 3. Les convocations à l'assemblée générale ont lieu par lettres recommandées conformément aux articles 189, 532 et 533 du Code des sociétés et les rapports sont transmis aux actionnaires conformément aux dispositions du même Code.

§ 4. Les observateurs visés à l'article 10, § 4, sont convoqués dans les mêmes termes et délais que les actionnaires. Ils peuvent assister à l'assemblée générale, mais avec voix consultative seulement.

§ 5. Tout actionnaire ou observateur peut renoncer à la formalité de la convocation et, en tout cas, sera considéré comme ayant été régulièrement convoqué, ou comme ayant renoncé à la formalité de la convocation, s'il est présent ou représenté à la réunion.

Article 21

L'assemblée générale décide valablement de points non repris à l'ordre du jour, à condition qu'il en soit décidé à l'unanimité lors d'une assemblée générale réunissant toutes les actions.

Article 22

§ 1^{er}. Tout propriétaire d'actions peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs.

§ 2. Par dérogation aux articles 558 et 559 du Code de sociétés, l'assemblée générale ne peut valablement délibérer et statuer sur les modifications aux présents statuts que si les actionnaires présents ou représentés à la réunion représentent à la fois la moitié au moins du capital social et l'ensemble des actions de catégorie B.

Si ce quorum n'est pas rempli, une nouvelle convocation sera nécessaire et la deuxième assemblée délibérera valablement, quelle que soit la portion du capital ou des actions de catégorie B représentée par les actionnaires présents ou représentés.

Article 23

§ 1^{er}. Chaque action en capital à laquelle un droit de vote est attaché donne droit à une voix.

§ 2. Sauf majorité spéciale requise par la loi, les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix exprimées.

§ 3. Par dérogation au § 2 et sans préjudice des majorités spéciales prévues par les articles 558 et 559 du Code des sociétés si et aussi longtemps de catégorie B sont propriétaires d'au moins 15 % des actions avec droit de vote, ceux-ci disposeront d'un droit de veto contre toute modification aux présents statuts. Ce droit de veto ne pourra être exercé que si les actionnaires de catégorie B établissent que la modification proposée serait incompatible avec les missions de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale, telles que fixées par l'ordonnance du 20 mai 1999 relative à la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale, et l'objet social de cette dernière.

Il est entendu que les majorités spéciales prévues par les articles 558 et 559 du Code de sociétés seront suffisantes pour valablement décider d'une modification statutaire si aucun actionnaire de catégorie B n'est présent ou représenté alors que l'assemblée délibère et statue valablement conformément à l'article 22, § 2, alinéa 2.

§ 4. Toute modification aux présents statuts ne sort ses effets qu'après approbation par le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 24

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par le vice-président ou par un administrateur désigné par le conseil.

Les actionnaires ou leurs représentants signent la liste de présence avec mention de leur identité et l'indication du nombre de leurs titres.

Article 25

Les procès verbaux des assemblées générales ainsi que les copies et extraits sont signés par le président ou par deux administrateurs.

§ 3. De oproeppingen voor de algemene vergadering geschieden via aangetekend schrijven overeenkomstig de artikelen 189, 532 en 533 van het Wetboek van vennootschappen en overeenkomstig de bepalingen van hetzelfde Wetboek worden aan de aandeelhouders de verslagen bezorgd.

§ 4. De in artikel 10, § 4, bedoelde waarnemers worden onder dezelfde voorwaarden en binnen dezelfde termijnen als de aandeelhouders opgeroepen. Zij mogen de algemene vergadering bijwonen, maar enkel met raadplegen stem.

§ 5. Iedere aandeelhouder of waarnemer mag aan oproeping verzaken en in ieder geval wordt een aandeelhouder of waarnemer die op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd is, geacht regelmatig te zijn opgeroepen of aan oproeping te hebben verzaakt.

Artikel 21

Op voorwaarde dat daar unaniem wordt over beslist tijdens een algemene vergadering die al de aandelen vereindigt, beslist de algemene vergadering geldig over punten die niet op de agenda staan.

Artikel 22

§ 1. Iedere eigenaar van aandelen kan zich op de algemene vergadering door een gevormdheid laten vertegenwoordigen.

§ 2. In afwijking van de artikelen 558 en 559 van het Wetboek van vennootschappen kan de algemene vergadering slechts geldig beraadslagen en beslissen over de wijzigingen aan deze statuten, als de aandeelhouders die aanwezig of vertegenwoordigd zijn op de vergadering samen ten minste de helft van het maatschappelijk kapitaal en alle aandelen van categorie B vertegenwoordigen.

Als dat quorum niet gehaald wordt, is een nieuwe oproeping nodig en de tweede vergadering zal geldig beraadslagen, ongeacht het percentage van het kapitaal of van de aandelen van categorie B dat vertegenwoordigd wordt door de aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders.

Artikel 23

§ 1. Elk kapitaalaandeel waaraan stemrecht gekoppeld is, geeft recht op één stem.

§ 2. Behalve indien door de wet een bijzondere meerderheid vereist wordt, worden de beslissingen van de algemene vergadering genomen bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

§ 3. In afwijking van § 2, en onverminderd de bijzondere meerderheden bepaald door de artikelen 558 en 559 van het Wetboek van vennootschappen, als en zolang de aandeelhouders van categorie B eigenaar zijn van minstens 15 % van de aandelen met stemrecht, zullen zij beschikken over een vetorecht tegen elke wijziging van deze statuten. Dit vetorecht mag enkel worden uitgeoefend indien de aandeelhouders van categorie B vaststellen dat de voorgestelde wijziging onverenigbaar is met de opdrachten van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals bepaald door de ordonnantie van 20 mei 1999 betreffende de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en het maatschappelijk doel van deze laatste.

Er wordt aangenomen dat de bijzondere meerderheden bepaald in de artikelen 558 en 559 van het Wetboek van vennootschappen zullen volstaan om geldig te beslissen over een statutaire wijziging als er geen enkele aandeelhouder van categorie B aanwezig of vertegenwoordigd is, ingeval de vergadering geldig beraadslaagt en beslist overeenkomstig artikel 22, § 2, tweede lid.

§ 4. Iedere wijziging aan deze statuten heeft pas uitwerking nadat deze goedgekeurd is door de Brusselse hoofdstedelijke regering.

Artikel 24

De algemene vergadering wordt voorgezet door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij afwezigheid of verhindering, door de ondervoorzitter of door een door de raad aangeduid bestuurder.

De aandeelhouders of hun vertegenwoordigers ondertekenen de aanwezigheidslijst met vermelding van hun identiteit en de opgave van hun aandelen aantal.

Artikel 25

De processen-verbaal van de algemene vergaderingen, alsook de kopieën en uittreksels, worden door de voorzitter of door twee bestuurders ondertekend.

TITRE V. — *Inventaire. — Comptes annuels. — Réserve*

Article 26

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année le trente et un décembre, les administrateurs dressent un inventaire et établissent les comptes annuels de même qu'ils clôturent les livres sociaux conformément aux prescriptions du Code des sociétés.

Article 27

L'assemblée générale annuelle statue sur l'adoption des comptes annuels et sur les affectations et prélèvements. Elle affecte à la réserve légale une dotation de cinq pour cent au moins des bénéfices nets de l'exercice. Cette affectation cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint dix pour cent du capital social.

Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale décide de l'affectation à donner au solde du bénéfice.

Le paiement des éventuels dividendes se fait à l'époque et selon les modalités décidées par le conseil d'administration.

TITRE VI. — *Dissolution. — Liquidation*

Article 28

En cas de dissolution de la société, l'assemblée générale nomme un ou plusieurs liquidateurs et fixe l'étendue de leurs pouvoirs et le montant de leurs rémunérations conformément à l'article 184 du Code des sociétés.

Après apurement de toutes les dettes sociales, le produit net de la liquidation sent à rembourser les actions représentatives du capital, celles-ci étant placées par le liquidateur sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables, en espèces ou en titres, au profit des actions libérées dans une proportion supérieure.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 juillet 2005.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propriété publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,

Mme E. HUYTEBROECK

Note

(1) *Documents du Parlement :*

Session ordinaire 2004-2005.

A-172/1 Proposition d'ordonnance.

A-172/2 Rapport.

A-172/3 Amendements après rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 15 juillet 2005 et du samedi 16 juillet 2005.

TITEL V. — *Inventaris. — Jaarrekeningen. — Reserve*

Artikel 26

Het maatschappelijk boekjaar vangt aan op één januari en eindigt de eenendertigste december van elk jaar.

Elk jaar op eenendertig december, stellen de bestuurders een inventaris op, maken zij de jaarrekeningen en sluiten zij de maatschappelijke boeken af, conform de voorschriften van het Wetboek van vennootschappen.

Artikel 27

De algemene vergadering beslist over de goedkeuring van de jaarrekeningen en over de resultaatverwerking. Zij bestemt ten minste vijf procent van de nettowinst van het boekjaar voor de wettelijke reserve. Deze bestemming is niet langer verplicht indien de wettelijke reserve tien procent van het maatschappelijk kapitaal bedraagt.

Op voorstel van de raad van bestuur beslist de algemene vergadering over de bestemming van de resterende winst.

De uitbetaling van de eventuele dividenden gebeurt op het moment en volgens de modaliteiten die door de raad van bestuur worden beslist.

TITEL VI. — *Ontbinding. — Vereffening*

Artikel 28

In geval van ontbinding van de vennootschap, stelt de algemene vergadering één of meerdere vereffenaars aan en bepaalt zij de omvang van hun bevoegdheden en het bedrag van hun bezoldigingen, conform artikel 184 van het Wetboek van vennootschappen.

Na aanzuivering van al de schulden van de vennootschap, dient de netto-opbrengst van de vereffening tot terugbetaling van de aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen welke door de vereffenaar op voet van absolute gelijkheid worden geplaatst, hetzij door bijkomende opvragingen van stortingen ten laste van aandelen die onvoldoende zijn volgestort, hetzij door voorafgaande terugbetalingen in geld of in aandelen, ten voordele van de aandelen die in een grotere verhouding zijn volgestort.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 juli 2005.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting,

Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK

Nota

(1) *Documenten van het Parlement :*

Gewone zitting 2004-2005.

A-172/1 Voorstel van ordonnantie.

A-172/2 Verslag.

A-172/3 Amendementen na verslag.

Integraal verslag :

Besprekking en aanneming : vergadering van vrijdag 15 juli 205 en van zaterdag 16 juli 2005.